



Monsieur Le Président

SMEP Grand Sud
135, rue Benjamin Hoarau
97430 LE TAMPON

Saint-Paul, le 29 octobre 2019

Réf. : 22-10-2019/SU/ST/890

Votre contact : Stéphane TOTALMY – Service aménagement et développement écotouristique (ADE) – ade@reunion.fr

Objet : Avis IRT sur le SCOT Grand Sud dans le cadre de l'enquête publique

Monsieur le Président,

L'Île de La Réunion Tourisme (IRT) se saisit de l'opportunité offerte par l'enquête publique sur le projet du SCOT Grand Sud pour vous faire part de son avis simple relatif à la place accordée au secteur du tourisme dans ledit projet de SCOT.

En page 51 du rapport de présentation tome 1, une carte représentant une segmentation de zones touristiques est présentée. L'IRT rappelle qu'un projet territorial est mené depuis 2017 en concertation avec l'ensemble des collectivités locales, les offices de tourisme et la Fédération Réunionnaise du Tourisme. Ce projet territorial a abouti à la définition d'ambiances de territoires, avec pour chacune des éléments de langage, de visuels et vidéos illustrant ces ambiances. Ce travail coopératif bénéficie des moyens de communication de l'IRT, des offices de tourisme et de la FRT. L'IRT regrette que cette démarche collaborative n'apparaisse pas dans la carte du SCOT segmentant les zones touristiques.

Dans ce même chapitre, intitulé « 4.3 Le tourisme dans le Sud, un gisement à valoriser », le tourisme n'apparaît que sous l'angle de l'hébergement. Le secteur touristique est bien plus complexe que cela, et intervient, outre l'hébergement dans les secteurs de la restauration, des loisirs, des transports, de la formation notamment. L'IRT regrette que le SCOT n'aborde pas dans sa planification les questions foncières liées aux loisirs touristiques, à la restauration et aux transports.

En page 141 du rapport de présentation tome 1, l'IRT propose de remplacer dans la catégorie points faibles l'expression « fréquentation touristique » par « fréquentation humaine ». Une fréquentation non touristique est tout aussi impactante pour l'espace naturel qu'une fréquentation touristique.



En pages 172, 177, 179 et 181 du rapport de présentation tome 1, un des enjeux identifié et décrit est la valorisation paysagère, patrimoniale et économico-touristique. L'IRT est en accord avec cette orientation. Toutefois, il paraît judicieux que le SCOT ouvre la possibilité de faire évoluer les PLU pour la construction de dispositifs de mise en valeur des caractéristiques de ces paysages à dimension panoramique.

En page 233 du rapport de présentation tome 1, le chapitre « garantir la mise en tourisme du territoire », le choix du SCOT se porte, notamment, sur :

- « Développer l'action touristique autour de pôles touristiques structurants
- Proposer de nouveaux produits aux touristes
- Compléter le produit « volcan »
- Accompagner la création d'équipements de loisirs structurants (Parc des Volcans, etc.) »

Aucuns indicateurs ou chiffrages ne viennent soutenir le choix de ces axes de développement, de leurs périmètres, de leurs coûts et bénéfices. L'IRT recommande d'intégrer à ce chapitre des informations quantitatives et qualitatives soutenant les choix proposés dans le SCOT, à l'image de ce qui est proposé dans le chapitre traitant des activités commerciales et artisanales. Une analyse des contraintes réglementaires pesant sur le foncier peut, le cas échéant, être d'une aide utile pour justifier la pertinence de choix d'orientation. L'IRT fait référence précisément dans ce cas à l'orientation « compléter le produit volcan » qui apparaît très généraliste dans sa formulation.

En pages 59 et 60 du rapport de présentation tome 3, il est écrit que « l'accueil de nouvelle population et de nouvelles activités économiques et la valorisation du territoire par la poursuite du développement touristique pourraient nuire à la qualité de vie des habitants. En effet, le développement économique et résidentiel ainsi que l'augmentation du tourisme pourrait nuire à l'équilibre du territoire entre maintien d'un paysage emblématique du territoire et attractivité de celui-ci :

- Une densification de l'espace urbain allant à l'encontre d'un cadre de vie qualitatif
- Des extensions urbaines dégradant les lisières urbaines et grignotant les grands paysages emblématiques ;
- Un tissu urbain renouvelé allant à l'encontre de l'identité patrimoniale, architecturale et paysagère du territoire.

A l'inverse, le projet pourrait participer à améliorer la qualité de vie des habitants, via la mise en valeur des paysages, et des infrastructures si celles-ci y sont pleinement intégrés et répondent également au besoin de la population locale. »

L'IRT ne peut que s'étonner et regretter la place et le rôle accordé au secteur touristique dans le rapport de présentation tome 3.

Les orientations prescriptives C5a et C5b du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) abordent la question de l'aménagement touristique du point de vue de l'hébergement et de structures d'accueil uniquement. Bien que nécessaires au bon fonctionnement du secteur touristique, l'hébergement et les structures d'accueil ne constituent pas les seuls points concernés par l'aménagement touristique.

L'attractivité touristique d'un territoire, a fortiori celui de La Réunion et du Grand Sud, réside principalement dans ses espaces naturels, leur facilité d'accès et les moyens de les parcourir. Ainsi, l'IRT préconise d'élargir la définition d'aménagement touristique à l'aménagement d'espaces, sites et itinéraires (ESI) de loisirs sportifs de nature, et à l'accessibilité de ces derniers. A terme, l'IRT recommande d'inscrire les ESI de loisirs sportifs de nature dans les PLU. Des dispositifs législatifs existent sur ce sujet et peuvent être portés à connaissance dans le SCOT.

L'IRT précise également que l'aménagement des ESI de loisirs sportifs de nature est compatible, sous certaines conditions de réalisation, avec la charte du Parc national et avec les orientations du propriétaire et du gestionnaire de l'espace départemento-domanial. Pour rappel, le tourisme (et les loisirs associés) sont identifiés dans la charte du Parc national comme un des pivots de l'économie du territoire, au même titre que l'agriculture.

Ainsi, l'IRT préconise d'accompagner l'orientation prescriptive C5a d'une cartographie décrivant précisément le périmètre et les vocations des secteurs d'aménagement à vocation touristique. Cela renforcerait la lisibilité du volet touristique du SCOT Grand Sud et permettrait aux communes de mettre en conformité leur PLU et d'y préciser les activités à développer à l'intérieur des zones d'aménagement.

En conclusion, il ressort des documents du projet du SCOT Grand Sud le sentiment que le tourisme est vu comme une nuisance, plutôt qu'une opportunité de développement, que touristes et population locale sont foncièrement opposés et opposables, et enfin, que le tourisme se résume à la construction d'hébergement et, de fait, est destructeur des espaces naturels et agricoles et du mode de vie « traditionnel » des habitants.

Cette vision qui transparaît dans le SCOT Grand Sud est infondée et restrictive.

« Le tourisme est un vecteur de développement économique, au point de devenir une économie principale [dans certains pays]. Le tourisme, dans un premier temps outre les commerces qu'il suscite, provoque la modernisation des pays dans les domaines de la communication (routes, aéroports, postes et téléphone) et des structures financières, d'accueil, de soin, et de formation (habitats hôteliers et résidentiels, hôpitaux, banques, écoles) ; et dans un second temps, dit « post-touristique », il peut attirer des industries et des capitaux d'investissement, créateurs

d'emplois supplémentaires (Idées reçues sur les vacances, Jean-Didier URBAIN, mai 2002) »

Atout France souligne dans son dossier de présentation du cluster tourisme des Outre-mer 2018 qu'une des forces du secteur touristique dans les départements d'Outre-mer réside dans le positionnement sur le tourisme de différenciation à l'opposé du tourisme de masse des destinations concurrentes.

Dans sa note sur les emplois du tourisme 2011 à La Réunion (publiée en décembre 2012), le CEROM précise deux points d'importance :

- Bien que l'hôtellerie et la restauration soient les plus gros pourvoyeurs d'emplois, les loisirs touristiques représentent près d'un quart des emplois touristiques. Ceci sans compter les emplois de gérant non salariés, majoritaires dans cette branche d'activité.

- « *Le tourisme offre des retombées économiques bien au delà de sa propre sphère d'activités. En effet, aux côtés de l'hôtellerie considérée comme exclusivement touristique, le tourisme contribue aussi au dynamisme d'autres activités de proximité, destinées initialement à la population locale.* »

Enfin, l'IRT tient à rappeler qu'« *un visiteur désigne toute personne qui se déplace vers un lieu situé en dehors de son environnement habituel pour une durée inférieure à douze mois et dont le motif de la visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Un visiteur se définit, d'une part, par la durée de sa visite (s'il passe au moins une nuit hors de son environnement habituel il s'agit d'un touriste et s'il y passe seulement la journée il s'agit d'un excursionniste), d'autre part, par l'objet de sa visite (personnel ou professionnel) et enfin par son lieu de résidence (résident ou non du territoire observé). Un visiteur résident habite à La Réunion.* » (La Réunion - Compte satellite du tourisme 2010, 2015).

De fait, l'opposition entre touriste et population locale qui apparaît dans le projet de SCOT Grand Sud n'a pas lieu d'être, un habitant du Grand Sud pouvant être lui-même un touriste dans le Grand Sud. L'IRT rappelle que la clientèle touristique locale a généré 643 millions d'euros de chiffre d'affaire en 2018 contre 432 millions d'euros pour la clientèle extérieure.

L'IRT souhaite souligner à travers ce courrier que le tourisme constitue une réelle opportunité en termes économique, d'aménagement, de transport et de qualité de vie. L'important potentiel culturel, historique et naturel du Grand Sud devrait l'inciter à jouer un rôle important d'attractivité touristique, à condition que les conditions facilitant son développement soient mises en œuvre. Le SCOT, de par sa hiérarchie dans les documents d'urbanisme, représente une étape indispensable de mise en tourisme du territoire, dans un but conjoint d'amélioration de la qualité de vie des habitants et de l'expérience touristique.

Les services de l'IRT, en particulier la Direction Ingénierie et Développement, et l'Observatoire Régional du Tourisme de La Réunion, sont à votre disposition pour vous soutenir dans un projet de développement touristique à hauteur du potentiel représenté par le territoire du Grand Sud.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Stéphane FOUASSIN

Le Président



